

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Le Conseil National  
« CNARED-GIRITEKA »



REPUBLIKA Y'UBURUNDI

Inama nkuru y'Igihugu  
« CNARED-GIRITEKA »

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1. Contrairement aux fausses déclarations de la Commission Électorale de Monsieur Pierre Nkurunziza, la grande majorité du peuple burundais a montré peu d'engouement à l'enrôlement au référendum constitutionnel.
2. Face à ce refus d'adhérer à ce scrutin de tous les dangers, la dictature de Pierre Nkurunziza a entamé une campagne d'enrôlement de force.
3. C'est ainsi que pour la première fois dans l'histoire du référendum au Burundi, les écoles, les hôpitaux, les marchés, les transports en commun, les services consulaires à l'étranger, bref tous les services sociaux vitaux pour les citoyens burundais ne sont désormais accessibles qu'aux seuls détenteurs d'une preuve d'enrôlement.
4. En outre toute velléité ou soupçon de prêcher le NON au référendum est une infraction sanctionnée par un emprisonnement ou une menace d'exécution par un coup de massue d'une petite houe ( agafuni mumutwe).
5. Au demeurant, ce référendum qui viole l'article 299 de la constitution divise le peuple burundais en deux parties, celle de bons burundais et celle de mauvais burundais à abattre.
6. L'adoption par la force de cette nouvelle constitution passera donc par des exécutions extrajudiciaires, des emprisonnements arbitraires et par une nouvelle vague de réfugiés.
7. Au-delà de cette chasse à l'homme, cette nouvelle constitution marque un coup d'arrêt aux pourparlers inter-burundais initiés par les Pays de la Communauté Est-Africaine et ouvre un boulevard à une guerre civile.
8. Le CNARED-GIRITEKA condamne une fois de plus cette mascarade de référendum qui enterre l'Accord d'Arusha, la démocratie consensuelle et replonge le Burundi dans une guerre civile. Face à cette menace le CNARED-GIRITEKA appelle le peuple burundais à boycotter ce scrutin.
9. Le CNARED-GIRITEKA demande à l'EAC, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne et aux Nations Unies de prendre des sanctions drastiques qui s'imposent afin de contraindre Monsieur Pierre Nkurunziza d'abandonner ce référendum qui ouvre une brèche à une nouvelle guerre civile avec une déflagration certaine sur la sous-région.
10. Le CNARED GIRITEKA lance une fois de plus un appel pressant aux garants et cosignataires de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi afin qu'ils empêchent Pierre Nkurunziza de commettre l'irréparable.

Fait à Bruxelles, le 13 février 2018

Pour le CNARED-GIRITEKA

Pancrace Cimpaye

Porte-parole.

